

Bruxelles, le 23 février 2022  
(OR. en)

6096/22

FIN 140

**NOTE**

---

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité budgétaire
Objet:	État prévisionnel des dépenses et des recettes du Conseil européen et du Conseil (section II du budget UE) pour l'exercice 2023 - Exposé des motifs

---

**I. INTRODUCTION**

1. La procédure budgétaire pour l'exercice 2023 sera mise en œuvre conformément à l'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres (JO L 433I du 22.12.2020, p. 28).

Le projet de conclusions du Conseil sur les orientations budgétaires pour 2023, qui a été approuvé par le Comité des représentants permanents le 23 février 2022 et doit être adopté par le Conseil Ecofin le 15 mars 2022, souligne que l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union devraient maintenir une discipline budgétaire et insiste sur la nécessité de budgétiser uniquement les dépenses jugées nécessaires. Il y est rappelé que le plafond fixé pour la rubrique 7 du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027<sup>2</sup> part du principe que toutes les institutions de l'Union adoptent une approche globale et ciblée visant à stabiliser les effectifs et à réduire les dépenses administratives.

2. Le cadre interinstitutionnel général pour l'élaboration des propositions en vue du projet de budget (PB) pour 2023 a été défini dans les lettres de la Commission datées du 2/12/2021 et du 21/12/2021, dans lesquelles toutes les institutions étaient invitées à élaborer leurs estimations sur la base des lignes directrices suivantes:
- inclure + 4,3 % pour l'adaptation des rémunérations du personnel à partir du 01/07/2022, + 1,1 % à partir du 01/04/2023 et + 2,6 % à partir du 01/07/2023, à la suite de l'application de la clause d'exception pour l'adaptation des salaires en 2020, qui a conduit à une suspension temporaire de l'actualisation des rémunérations;
  - tendre vers une politique stable en matière d'effectifs;
  - chercher à limiter l'augmentation de l'ensemble des dépenses non liées aux salaires à 2 % maximum par rapport au niveau de 2022.

La Commission a indiqué qu'elle prévoyait un taux d'inflation de 1,6 % à Bruxelles et de 1,8 % à Luxembourg pour la période allant de décembre 2022 à décembre 2023.

---

<sup>2</sup> Règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 (JO L 433 I du 22.12.2020, p. 11).

3. Au vu de ces lignes directrices, le secrétariat général du Conseil (SGC) a établi une proposition d'état prévisionnel pour le Conseil européen et le Conseil (section II du budget de l'UE) aux fins du projet de budget 2023.

L'objectif général qu'il s'y est fixé consiste à ne pas dépasser de plus de 2 % en termes nominaux le niveau du budget 2022 pour les dépenses non liées aux salaires, dans le strict respect de la limite fixée par la Commission.

Les augmentations liées à des obligations statutaires ou contractuelles, ou dans des domaines jugés essentiels au bon fonctionnement du SGC, ont été compensées, dans la mesure du possible, par une hiérarchisation et une reprogrammation de certaines activités à la lumière de l'exécution budgétaire des dernières années.

En conséquence, le SGC propose un état prévisionnel de 641,9 millions d'EUR aux fins du projet de budget 2023. Ce montant représente une augmentation globale de 30,4 millions d'EUR, soit une hausse de 5,0 % par rapport au budget voté pour 2022.

Les dépenses liées aux salaires représentent 390,4 millions d'EUR, soit une augmentation de 25,4 millions d'EUR ou de 7,0 %, tandis que les dépenses non liées aux salaires représentent un total de 251,5 millions d'EUR, soit une augmentation de 5,0 millions d'EUR ou de 2,0 %, par rapport à 2022.

Le tableau 1 présente la proposition budgétaire pour 2023 par catégorie. Des observations plus détaillées sur l'évolution de chaque catégorie figurent au point II ci-après.

**Tableau 1: proposition de projet de budget du Conseil européen et du Conseil pour 2023  
(par catégorie, montants en EUR)**

Chapitre / article / poste	Catégorie de dépense	Budget 2022	PB 2023	Différence	Évolution 2023/2022
		1	2	3=2-1	4=3/1
10	Membres de l'institution (président)	1.984.500	2.011.000	26.500	1,3%
11	Personnel statutaire (tableau des effectifs)	354.837.746	379.821.268	24.983.522	7,0%
12	Autres agents et prestations externes	14.662.000	15.527.000	865.000	5,9%
13	Autres dépenses concernant le personnel	12.231.000	12.449.000	218.000	1,8%
<b>TITRE 1</b>	<b>Personnes liées à l'institution</b>	<b>383.715.246</b>	<b>409.808.268</b>	<b>26.093.021</b>	<b>6,8%</b>
200, 201	Immeubles	57.527.560	59.203.000	1.675.440	2,9%
210	Systèmes informatiques	48.115.000	53.073.000	4.958.000	10,3%
211	Mobilier	981.000	1.051.000	70.000	7,1%
212	Matériel technique	6.891.000	3.577.000	-3.314.000	-48,1%
213	Transports	2.550.000	2.080.000	-470.000	-18,4%
2200	Frais de voyage des délégations	15.505.000	15.505.000	0	0,0%
2202	Frais d'interprétation	80.000.000	80.000.000	0	0,0%
2201, 2203, 2204, 2205	Réunions et conférences	6.490.000	7.090.000	600.000	9,2%
2210, 2212, 2213	Information	8.291.250	9.104.000	812.750	9,8%
223	Divers	1.407.500	1.372.000	-35.500	-2,5%
<b>TITRE 2</b>	<b>Immeubles, équipement et dépenses de fonctionnement</b>	<b>227.758.310</b>	<b>232.055.000</b>	<b>4.296.690</b>	<b>1,9%</b>
<b>TITRE 10</b>	<b>Réserve</b>	<b>p.m</b>	<b>p.m</b>	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>
<b>BUDGET TOTAL</b>		<b>611.473.556</b>	<b>641.863.268</b>	<b>30.389.711</b>	<b>5,0%</b>
	Dépenses liées aux salaires	364.994.746	390.402.268	25.407.521	7,0%
	Dépenses non liées aux salaires	246.478.810	251.461.000	4.982.190	2,0%
<b>BUDGET TOTAL</b>		<b>611.473.556</b>	<b>641.863.268</b>	<b>30.389.711</b>	<b>5,0%</b>

## **II. COMMENTAIRES PAR CATÉGORIE DE DÉPENSE**

### 1. Membres de l'institution, président (chapitre 10)

La modification modérée des crédits liés à la fonction du président du Conseil européen (+ 1,3 %) provient principalement des frais de voyage escomptés.

### 2. Fonctionnaires et agents temporaires (chapitre 11)

La modification de + 7% (25 millions d'EUR) du niveau des crédits prévus pour les lignes budgétaires liées au tableau des effectifs est déterminée principalement par les facteurs ci-après.

#### a) Adaptation des salaires

L'adaptation des salaires (+ 18,6 millions d'EUR) tient compte des orientations de la Commission énoncées plus haut, au point I.2. Le pourcentage définitif pour les adaptations de 2022 et 2023 sera disponible respectivement en décembre 2022 et en décembre 2023.

#### b) Amélioration du taux d'occupation dans le tableau des effectifs

Le SGC prévoit un taux d'occupation de 97,5 % en moyenne pour 2023. Cela représente une diminution de la réduction forfaitaire de 1,5 point de pourcentage, ce qui se traduit par une augmentation de 5,9 millions d'EUR par rapport à ce qui est inscrit au budget 2022, par suite de l'amélioration de l'efficacité des procédures de recrutement.

Dans le prolongement des efforts entrepris l'année précédente pour adapter les profils du personnel à l'évolution des exigences des postes, il est proposé de transformer 5 postes AST en 5 postes AD et 10 postes AST en 10 postes SC.

3. Autres agents et prestations externes (chapitre 12)

L'augmentation globale de 5,9 % (0,9 million d'EUR) des crédits dans ce chapitre est principalement liée aux adaptations estimées des salaires en 2022 et 2023 (+ 0,1 million d'EUR) et à la demande de neuf équivalents temps plein supplémentaires (ETP) pour des agents contractuels (+ 0,6 million d'EUR). Cette demande est justifiée par la nécessité d'assouplir les possibilités de recrutement temporaire compte tenu de l'augmentation de l'activité législative (annexe III).

Le budget lié aux experts nationaux détachés (END) augmente de 3,0 % (+ 0,04 million d'EUR). Comme les années précédentes, 22 END équivalents temps plein sont inscrits au budget.

4. Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution (chapitre 13)

Le budget pour ce chapitre augmente de 1,8 % (+ 0,2 million d'EUR). Cette augmentation est principalement due aux postes 1320 (*Service médical*), 1322 (*Crèches et garderies*) et 1323 (*Coopération interinstitutionnelle dans le domaine de la gestion du personnel*). Elle correspond à des besoins accrus en matière de tests médicaux et de soutien pour les réunions et sommets de haut niveau, ainsi qu'aux coûts plus élevés des services de garde d'enfants fournis par la Commission et imputés au Conseil, qui sont neutres sur le plan budgétaire au niveau du budget de l'UE.

5. Immeubles et frais accessoires (chapitre 20)

a) Immeubles (article 200)

Le budget prévu pour le fonctionnement des immeubles augmente de 1,0 % (0,09 million d'EUR). Cette augmentation est liée aux besoins supplémentaires en études relatives aux immeubles découlant de la législation environnementale applicable au portefeuille immobilier du Conseil.

b) Frais afférents aux immeubles (article 201)

Le budget global affecté aux coûts d'exploitation et d'entretien des bâtiments est augmenté de 4,0 % (1,6 million d'EUR), principalement en raison de la hausse des prix du gaz et de l'électricité (0,8 million d'EUR), de l'augmentation des coûts des services d'entretien (0,7 million d'EUR) et des contrôles réglementaires (0,06 million d'EUR).

6. Informatique, équipement et mobilier (chapitre 21)

a) Informatique et télécommunications (article 210)

Le budget pour l'informatique et les télécommunications augmente de 10,3 % (5,0 millions d'EUR), dont 2,8 millions d'EUR correspondent à un transfert neutre sur le plan budgétaire à partir de l'article 212 "Matériel et installations techniques" (voir aussi point c)). Une grande partie de l'augmentation restante est due aux coûts supplémentaires liés aux investissements importants dans les infrastructures informatiques réalisés en réaction à la pandémie de COVID-19.

b) Mobilier (article 211)

Le budget affecté à la location et au renouvellement du mobilier a été augmenté de 7,1 % (0,07 million d'EUR) par rapport à 2022. Cette augmentation répond à un besoin pressant de renouvellement de stocks existants largement épuisés.

c) Matériel et installations techniques (article 212)

Le budget destiné au remplacement et au renouvellement du matériel et des installations techniques a été réduit de 48,1 % (3,3 million d'EUR) par rapport à 2022. Cette diminution résulte principalement d'un transfert neutre sur le plan budgétaire de 2,8 millions d'EUR vers l'article 210 "Dépenses informatiques" dans le but d'optimiser et de rendre plus efficace la gestion du matériel audiovisuel de conférence.

d) Transports (article 213)

Le budget pour cet article diminue de 18,4 % (0,5 million d'EUR) en raison de besoins moins importants qu'en 2022 pour les sommets multilatéraux.

7. Dépenses de fonctionnement (chapitre 22)

a) Frais de voyage des délégations (poste 2200)

Le budget pour les frais de voyage des délégations demeure inchangé par rapport à 2022.

b) Frais d'interprétation (poste 2202)

Le budget global pour l'interprétation demeure inchangé par rapport à 2022, compte tenu du taux d'exécution passé et de l'exécution de l'enveloppe technique prévue dans la décision 54/2018. Toutefois, les enveloppes concernant l'interprétation sur demande ont été ajustées avec une augmentation de 4,2 %.

La proposition pour l'interprétation est ventilée comme suit:

- 32,8 millions d'EUR pour le régime général d'interprétation y compris les imprévus;
- 47,2 millions d'EUR pour les enveloppes concernant l'interprétation sur demande (2,05 millions d'EUR par enveloppe).

c) Réunions et conférences (postes 2201, 2203, 2204, 2205)

Le budget pour les réunions et conférences, notamment la restauration et les dépenses administratives connexes, a été augmenté de 9,2 % (0,6 million d'EUR) par rapport à 2022 pour couvrir les besoins liés aux réunions sur la base des niveaux d'avant la pandémie.

d) Information (article 221)

L'augmentation de 9,8 % (0,8 million d'EUR) est principalement liée aux besoins accrus en matière d'activités audio-visuelles et numériques, qui résultent des demandes de parties prenantes.

e) Dépenses diverses (article 223)

Le budget pour cet article diminue de 2,5 % (0,04 million d'EUR). Cette diminution est liée à une légère baisse des frais juridiques.

8. Des informations plus détaillées sont fournies dans les annexes:

annexe I: état prévisionnel des dépenses et des recettes pour l'exercice 2023

annexe II: tableau des effectifs 2023

annexe III: évolution des effectifs et des dépenses en matière de "personnel externe"

---

**État prévisionnel des dépenses et des recettes  
pour l'exercice 2023  
Section II - Conseil européen et Conseil**

Poste	Intitulé	Exécution 2021	Budget 2022	PB 2023	% 2023/2022
<b>TITRE 1 - Personnes liées à l'institution</b>					
1000	Traitement de base	347.195	375.000	395.000	5%
1001	Droits liés à la fonction	70.894	76.500	81.000	6%
1002	Droits liés à la situation personnelle	22.255	30.000	38.000	27%
1003	Couverture sociale	13.134	17.000	19.000	12%
1004	Autres dépenses de gestion	1.005.659	1.276.000	1.478.000	16%
<b>100</b>	<b>Rémunérations et autres droits</b>	<b>1.459.137</b>	<b>1.774.500</b>	<b>2.011.000</b>	<b>13%</b>
1010	Indemnité transitoire	169.719	210.000	0	-100%
<b>101</b>	<b>Cessation de fonctions</b>	<b>169.719</b>	<b>210.000</b>	<b>0</b>	<b>-100%</b>
<b>Total Chapitre 10 - Membres de l'institution</b>		<b>1.628.857</b>	<b>1.984.500</b>	<b>2.011.000,00</b>	<b>1%</b>
1100	Traitements de base	256.799.045	265.970.746	281.830.268	6%
1101	Droits statutaires liés à la fonction	1.467.753	1.772.000	1.807.000	2%
1102	Droits statutaires liés à la situation personnelle de l'agent	64.985.182	66.778.000	71.057.000	6%
1103	Couverture sociale	10.334.298	10.947.000	11.646.000	6%
1104	Coefficients correcteurs	109.191	151.000	151.000	0%
1105	Heures supplémentaires	847.327	1.285.000	1.258.000	-2%
1106	Droits statutaires liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	1.795.000	1.895.000	1.985.000	5%
1107	Adaptation annuelle des rémunérations	0	4.026.000	7.854.000	95%
<b>110</b>	<b>Rémunérations et autres droits</b>	<b>336.337.795</b>	<b>352.824.746</b>	<b>377.588.268</b>	<b>7%</b>
1110	Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service	1.596.983	2.013.000	2.233.000	11%
<b>111</b>	<b>Cessation de fonctions</b>	<b>1.596.983</b>	<b>2.013.000</b>	<b>2.233.000</b>	<b>11%</b>
<b>Total Chapitre 11 - Fonctionnaires et agents temporaires</b>		<b>337.934.778</b>	<b>354.837.746</b>	<b>379.821.268</b>	<b>7%</b>
1200	Autres agents	10.669.102	11.842.000	12.397.000	5%
1201	Experts nationaux détachés	1.079.388	1.281.000	1.318.000	3%
1202	Stages	709.717	797.000	825.000	4%
1203	Prestations externes	167.343	347.000	322.000	-7%
1204	Prestations d'appoint pour le service de traduction	213.152	250.000	406.000	62%
1207	Adaptation annuelle des rémunérations	0	145.000	259.000	79%
<b>120</b>	<b>Autres agents et prestations externes</b>	<b>12.838.700</b>	<b>14.662.000</b>	<b>15.527.000</b>	<b>6%</b>
<b>Total Chapitre 12 - Autres agents et prestations externes</b>		<b>12.838.700</b>	<b>14.662.000</b>	<b>15.527.000</b>	<b>6%</b>
1300	Frais divers de recrutement	153.488	158.000	158.000	0%
1301	Développement professionnel	2.344.369	2.561.000	2.518.000	-2%
<b>130</b>	<b>Dépenses liées à la gestion du personnel</b>	<b>2.497.857</b>	<b>2.719.000</b>	<b>2.676.000</b>	<b>-2%</b>
1310	Secours extraordinaires	4.526	25.000	25.000	0%
1311	Relations sociales entre les membres du personnel	51.688	131.000	133.000	2%
1312	Aide complémentaire aux handicapés	205.470	250.000	250.000	0%
1313	Autres interventions sociales	71.600	72.000	74.000	3%
<b>131</b>	<b>Interventions en faveur du personnel de l'institution</b>	<b>333.283</b>	<b>478.000</b>	<b>482.000</b>	<b>1%</b>
1320	Service médical	375.147	464.000	720.000	55%
1322	Crèches et garderies	2.605.000	2.775.000	2.956.000	7%
1323	Coopération interinstitutionnelle dans le domaine de la gestion du personnel	897.962	1.055.000	1.260.000	19%
<b>132</b>	<b>Activités concernant l'ensemble des personnes liées à l'institution</b>	<b>3.878.109</b>	<b>4.294.000</b>	<b>4.936.000</b>	<b>15%</b>
1331	Frais de mission du secrétariat général du Conseil	1.307.302	3.240.000	2.855.000	-12%
1332	Frais de voyage des membres du personnel dans le cadre du Conseil européen	1.101.678	1.500.000	1.500.000	0%
<b>133</b>	<b>Missions</b>	<b>2.408.980</b>	<b>4.740.000</b>	<b>4.355.000</b>	<b>-8%</b>
<b>Total Chapitre 13 - Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution</b>		<b>9.118.230</b>	<b>12.231.000</b>	<b>12.449.000</b>	<b>2%</b>
<b>TOTAL TITRE 1</b>		<b>361.520.566</b>	<b>383.715.246</b>	<b>409.808.268</b>	<b>6,8%</b>

**État prévisionnel des dépenses et des recettes  
pour l'exercice 2023  
Section II - Conseil européen et Conseil**

Poste	Intitulé	Exécution 2021	Budget 2022	PB 2023	% 2023/2022
<b>TITRE 2 - Immeubles, équipement et dépenses de fonctionnement</b>					
2000	Loyers	1.321.993	457.000	444.000	-3%
2003	Travaux d'aménagement et d'installation	10.242.357	10.351.000	10.171.000	-2%
2004	Travaux de sécurisation	1.437.971	2.107.000	2.142.000	2%
2005	Dépenses préliminaires à l'acquisition, à la construction et à l'aménagement d'immeubles	752.969	835.700	1.083.000	30%
<b>200</b>	<b>Immeubles</b>	<b>13.755.291</b>	<b>13.750.700</b>	<b>13.840.000</b>	<b>1%</b>
2010	Nettoyage et entretien	17.045.094	18.335.000	19.036.000	4%
2011	Eau, gaz, électricité et chauffage	4.274.000	5.492.000	6.302.000	15%
2012	Sécurité et surveillance des immeubles	18.006.668	18.757.860	18.758.000	0%
2013	Assurances	580.843	610.000	622.000	2%
2014	Autres dépenses afférentes aux immeubles	576.349	582.000	645.000	11%
<b>201</b>	<b>Frais afférents aux immeubles</b>	<b>40.482.954</b>	<b>43.776.860</b>	<b>45.363.000</b>	<b>4%</b>
<b>Total Chapitre 20 - Immeubles et frais accessoires</b>		<b>54.238.245</b>	<b>57.527.560</b>	<b>59.203.000</b>	<b>3%</b>
2100	Acquisition d'équipements et de logiciels	17.325.144	12.285.716	14.085.000	15%
2101	Prestations externes pour l'exploitation et la réalisation de systèmes informatiques	31.221.619	27.509.685	29.376.000	7%
2102	Entretien et maintenance d'équipements et de logiciels	6.199.738	6.964.599	8.117.000	17%
2103	Télécommunications	2.283.930	1.355.000	1.495.000	10%
<b>210</b>	<b>Informatique et télécommunications</b>	<b>57.030.431</b>	<b>48.115.000</b>	<b>53.073.000</b>	<b>10%</b>
<b>211</b>	<b>Mobilier</b>	<b>926.209</b>	<b>981.000</b>	<b>1.051.000</b>	<b>7%</b>
2120	Achat et renouvellement de matériel et d'installations techniques	4.293.372	3.769.000	2.150.000	-43%
2121	Prestations externes pour l'exploitation et la réalisation de matériel et d'installations techniques	41.845	100.000	100.000	0%
2122	Location, entretien, maintenance et réparation de matériel et d'installations techniques	1.824.186	3.022.000	1.327.000	-56%
<b>212</b>	<b>Matériel et installations techniques</b>	<b>6.159.402</b>	<b>6.891.000</b>	<b>3.577.000</b>	<b>-48%</b>
<b>213</b>	<b>Transports</b>	<b>1.367.115</b>	<b>2.550.000</b>	<b>2.080.000</b>	<b>-18%</b>
<b>Total Chapitre 21 - Informatique, équipement et mobilier</b>		<b>65.483.158</b>	<b>58.537.000</b>	<b>59.781.000</b>	<b>2%</b>
2200	Frais de voyage des délégations	10.150.204	15.505.000	15.505.000	0%
2201	Frais de voyage divers	182.596	550.000	500.000	-9%
2202	Frais d'interprétation	19.784.532	80.000.000	80.000.000	0%
2203	Frais de représentation	120.805	180.000	195.000	8%
2204	Frais divers de réunions internes	2.800.984	4.635.000	5.305.000	14%
2205	Organisation de conférences, congrès et réunions	373.075	1.125.000	1.090.000	-3%
<b>220</b>	<b>Réunions et conférences</b>	<b>33.412.196</b>	<b>101.995.000</b>	<b>102.595.000</b>	<b>1%</b>
2210	Dépenses de documentation et de la bibliothèque	2.624.909	2.825.000	2.885.000	2%
2212	Publications de caractère général	309.601	308.000	268.000	-13%
2213	Information et manifestations publiques	4.595.211	5.158.250	5.951.000	15%
<b>221</b>	<b>Information</b>	<b>7.529.721</b>	<b>8.291.250</b>	<b>9.104.000</b>	<b>10%</b>
2230	Fournitures de bureau	364.477	374.000	398.000	6%
2231	Affranchissement	50.000	50.000	35.000	-30%
2232	Frais d'études, d'enquêtes et de consultations	0	45.000	45.000	0%
2234	Déménagement	0	33.000	33.000	0%
2235	Charges financières	10.000	20.000	20.000	0%
2236	Frais de contentieux, frais juridiques, dommages et intérêts, dédommagements	178.207	600.000	550.000	-8%
2237	Autres dépenses de fonctionnement	204.297	285.500	291.000	2%
<b>223</b>	<b>Dépenses diverses</b>	<b>806.981</b>	<b>1.407.500</b>	<b>1.372.000</b>	<b>-3%</b>
<b>Total Chapitre 22 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>41.748.897</b>	<b>111.693.750</b>	<b>113.071.000</b>	<b>8%</b>
<b>TOTAL TITRE 2</b>		<b>161.470.300</b>	<b>227.758.310</b>	<b>232.055.000</b>	<b>1,9%</b>

<b>BUDGET TOTAL</b>	<b>522.990.866</b>	<b>611.473.556</b>	<b>641.863.268</b>	<b>5,0%</b>
---------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------

**TABLEAU DES EFFECTIFS 2023**  
**Section II - Conseil européen et Conseil**

Budget 2022				Projet de budget 2023			
Catégorie et grade	Emplois permanents	Emplois temporaires		Catégorie et grade	Emplois permanents	Emplois temporaires	
		Président CE	Autres			Président CE	Autres
HC	1	0	0	HC	1	0	0
AD 16	8	1	0	AD 16	8	1	0
AD 15	33 <sup>1)</sup>	1	0	AD 15	33 <sup>3)</sup>	1	0
AD 14	140 <sup>2)</sup>	2	1	AD 14	145 <sup>4)</sup>	2	1
AD 13	139	3	0	AD 13	140	3	0
AD 12	193	7	0	AD 12	208	7	1
AD 11	91	2	1	AD 11	92	2	0
AD 10	169	2	0	AD 10	177	2	0
AD 9	256	0	0	AD 9	263	0	0
AD 8	161	0	0	AD 8	161	0	0
AD 7	158	1	0	AD 7	158	1	0
AD 6	85	1	0	AD 6	70	1	0
AD 5	86	0	0	AD 5	69	0	0
<b>Sous-total AD</b>	<b>1519</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>Sous-total AD</b>	<b>1524</b>	<b>20</b>	<b>2</b>
AST 11	42	0	0	AST 11	42	0	0
AST 10	46	0	0	AST 10	49	0	0
AST 9	191	7	0	AST 9	191	7	0
AST 8	103	2	0	AST 8	88	2	0
AST 7	145	0	0	AST 7	148	0	0
AST 6	191	0	0	AST 6	206	0	0
AST 5	265	1	0	AST 5	284	1	0
AST 4	188	0	0	AST 4	180	0	0
AST 3	85	2	0	AST 3	45	2	0
AST 2	8	1	0	AST 2	8	1	0
AST 1	20	0	0	AST 1	28	0	0
<b>Sous-total AST</b>	<b>1284</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>Sous-total AST</b>	<b>1269</b>	<b>13</b>	<b>0</b>
SC 6	0	0	0	SC 6	0	0	0
SC 5	0	0	0	SC 5	0	0	0
SC 4	6	0	0	SC 4	8	0	0
SC 3	16	0	0	SC 3	16	0	0
SC 2	68	0	0	SC 2	71	0	0
SC 1	100	0	0	SC 1	105	0	0
<b>Sous-total SC</b>	<b>190</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Sous-total SC</b>	<b>200</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>2994</b>	<b>33</b>	<b>2</b>	<b>Total</b>	<b>2994</b>	<b>33</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>		<b>3029</b>		<b>Total général</b>		<b>3029</b>	

1) Dont 4 agents de grade AD 16 ad personam.

2) Dont 7 agents de grade AD 15 ad personam.

3) Dont 4 agents de grade AD 16 ad personam.

4) Dont 7 agents de grade AD 15 ad personam.

<b>Évolution des effectifs et des dépenses en matière de personnel externe</b>
--

<i>Conseil</i>	<i>Budget voté pour 2022</i>		<i>État prévisionnel 2023</i>	
	Crédits (EUR)	Nombre estimé d'ETP (*) sur la base des crédits autorisés	Crédits (EUR)	Nombre estimé d'ETP (*) sur la base des crédits demandés
Agents contractuels	11.674.000	223	12.230.500	232
Experts nationaux détachés	1.281.000	22	1.318.000	22
Agents locaux	0	0	0	0
Intérimaires	237.000	3	237.000	3
Assistants parlementaires	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Total	13.192.000	248	13.785.500	257

\* unités équivalent temps plein